

Gaël Franquemagne
Doctorant, ATER à Sciences po Bordeaux
CERVL Pouvoir, Action Publique, Territoire.
UMR 5116 du CNRS
Sciences Po Bordeaux
11, allée Ausone
33607 Pessac Cedex
05 56 84 42 81
franquemagnegael@yahoo.fr

Mobilisations socio-territoriales : le Larzac, une cause en mouvement.

Résumé

A travers l'étude des pratiques discursives du mouvement du Larzac, cet article vise à comprendre les modalités de constitution des mouvements socio-territoriaux. Plus précisément, il s'agit de monter comment un mouvement protestataire acquiert de la reconnaissance dans l'espace public (Honneth), et comment il parvient à publiciser une cause et à la constituer en problème public (Gusfield). La sociogénèse de la cause de la malbouffe analyse la constitution d'un site exemplaire de la contestation qui devient emblématique de l'altermondialisation avec l'adoption d'un répertoire d'actions mobilisatrices mêlant activisme protestataire et expertise judiciaire.

Depuis le démontage du McDonald's de Millau, le Larzac a acquis une visibilité qui dépasse le cadre militant classique et qui tend à faire de ce site un espace exemplaire des mouvements protestataires et des thématiques altermondialistes, renouant en quelque sorte avec une longue tradition de protestation.

Une métonymie territoriale Pourtant "le Larzac", car telle est la façon dont les activistes nomment eux-mêmes leur mouvement depuis les années soixante dix, n'est pas resté inactif pendant ces années-là, mais c'est seulement depuis 1999 qu'il est revenu sur le devant de la scène pour devenir en France une composante essentielle du mouvement altermondialiste, et dans une moindre mesure à l'étranger. Les thématiques qu'il porte ainsi que ses modes d'action ne sont pas nouveaux mais ont récemment acquis une reconnaissance qui mérite qu'on s'interroge sur les modalités d'émergence, de diffusion et de réception des pratiques discursives des mouvements protestataires du type mouvement du Larzac. En d'autres termes, il s'agit de comprendre, en analysant le travail de mise en mots des thématiques altermondialistes ainsi que les modes d'action du mouvement du Larzac, comment à un moment donné une cause (la malbouffe) devient audible, au-delà des cercles militants traditionnels et de la sphère paysanne. Nous entendons montrer ici que la reconnaissance d'une cause passe par la constitution d'un site exemplaire de la contestation, site devenant emblématique par l'adoption d'une stratégie connexionniste ainsi que par la mobilisation d'un double registre discursif mêlant activisme et expertise. L'activité discursive des mouvements protestataires permet en outre une montée en généralité qui désigne, par l'intermédiaire de la malbouffe ou des OGM, des cibles plus globales comme l'OMC.

Deux modèles théoriques nous ont aidé à comprendre comment une cause particulière acquiert à un moment donné une visibilité telle que cette reconnaissance rend les mouvements qui les portent incontournables dans la nébuleuse altermondialiste. Il s'agit d'une part de la lutte pour la reconnaissance

développée par Axel Honneth et d'autre part de la théorie de la constitution des problèmes publics de Joseph R. Gusfield.

Pour Honneth, les hommes et les femmes ont besoin d'être reconnus par les autres dans leurs individualités. C'est pourquoi la reconnaissance mutuelle est l'une des composantes majeures du lien social. *"Les motifs de résistance et de révolte sociale se constituent dans le cadre d'expériences morales qui découlent du non-respect d'attentes de reconnaissance profondément enracinées."* (Honneth, 2000, p. 195) Pourtant ces expériences individuelles ne peuvent bien souvent à elles seules constituer le socle ou les prémices d'une mobilisation. Elles nécessitent d'être traduites ou reformulées en un discours collectif partagé par l'ensemble des acteurs. *"On ne peut qualifier une lutte de sociale qu'au sens où ses objectifs sont généralisables par-delà l'horizon des intentions individuelles, pour servir de base à un mouvement collectif."* (Honneth, p. 193)

Ainsi pour Honneth la lutte pour la reconnaissance constitue-t-elle le principal motif et le cadre explicatif des conflits sociaux. Cette expérience du non-respect des règles de reconnaissance mutuelle se traduit au sein des organisations protestataires par un discours qui appelle à se réapproprier l'action politique à la fois localement mais aussi globalement. Ce n'est pas un hasard si c'est un mouvement paysan qui a été sinon le premier, du moins le mieux armé pour développer un discours critique contre une mondialisation qui distend le rapport au terroir et au territoire. C'est précisément cette expérience vécue de la mondialisation qui a trouvé un écho important au sein d'une population jusque là peu sensible à cette critique. La Confédération Paysanne, et notamment les mobilisations autour du Larzac ont trouvé un langage commun qui permet à toutes les organisations engagées dans la lutte altermondialiste et à leurs membres de se retrouver dans un cadre d'interprétation. A partir de là, deux questions se posent à nous. Comment caractériser ce cadre d'interprétation et définir le groupe typique qui s'y rattache ? Quels sont les éléments de cette sémantique collective qui permettent le passage la mobilisation ?

La deuxième ressource théorique mobilisée pour tenter de comprendre le succès remporté par la Confédération Paysanne, notamment lors des deux rassemblements sur le Larzac en 2000 et 2003, est celle de la constitution des problèmes publics de J. R. Gusfield. Selon lui, *"to describe the structure of public problems is to describe the ordered way in which ideas and activities emerge in the public arena."* (Gusfield, 1981, p.9) Ce dont il sera question ici est donc bien la compréhension du processus de constitution d'une cause en problème public, c'est à dire les conditions de succès de cette constitution. Précisons que nous parlons de problème public et pas de problème social. Ce qui nous importe est l'histoire de sa mise en visibilité, des stratégies visant à faire partager un problème par le plus grand nombre.

Dans une perspective constructiviste, nous considérons avec Paul Ricoeur qu' *"un événement doit être plus qu'une occurrence singulière. Il reçoit sa définition de sa contribution au développement de l'intrigue."* (Ricoeur, 1983) Il convient alors de retracer la sociogénèse de ces deux rassemblements afin de comprendre les modalités de constitution d'une cause, son émergence ainsi que sa réception. Nous partirons pour cela des pratiques discursives des acteurs, et notamment de leur rapport complexe aux médias, pour mettre en exergue l'aspect stratégique de la construction d'un événement.

1. Socio-génèse d'une cause en problème public

Pour comprendre comment la thématique de la malbouffe émerge et se diffuse au-delà du syndicalisme paysan, il convient de prendre en compte à la fois le caractère situé de cette cause et la manière dont les acteurs parviennent à monter

en généralité, notamment en faisant d'une action locale une lutte exemplaire ou emblématique.

1.1. Des réseaux qui opèrent

Les liens qui unissent ou qui rapprochent les organisations et les acteurs engagés dans la lutte contre la malbouffe, et au-delà contre la mondialisation libérale, sont multiples et variables. On peut tenter d'établir quelques régularités au sein de cette nébuleuse altermondialiste au moyen de plusieurs indicateurs.

Au niveau national tout d'abord, la Confédération Paysanne est l'organisation chef de file du mouvement. Outre la visibilité médiatique d'un de ses trois porte-parole, José Bové, le syndicat paysan a initié les principaux temps forts de la contestation altermondialiste en France. C'est lui par exemple qui organise l'action contre le McDonald's de Millau, ainsi que les deux rassemblements "Millau 2000" et "Larzac 2003". A côté de la Confédération Paysanne, plusieurs organisations s'affirment comme incontournables dans l'animation du mouvement. Il s'agit principalement d'ATTAC, coorganisateur de nombreuses réunions publiques, forums et meetings avec la Confédération Paysanne. On trouve également Greenpeace, le groupe des 10 ainsi que les différentes composantes des "sans" : Droits Devant !, DAL, AC ! Ces différentes structures sont systématiquement présentes lors des multiples actions sur le thème de la malbouffe et des OGM, comme par exemple lors des opérations d'arrachage de PGM. Le troisième niveau est celui des sympathisants, mobilisés de façon plus ponctuelle, comme le Réseau Sortir du nucléaire, les associations pacifistes, humanitaires, ou encore occitanes. Toutes ces "orgas" se retrouvent fréquemment pour des actions communes, notamment au sein du collectif *Construire un monde solidaire*, émanation du Comité de soutien aux inculpés de Millau, constitué en 1999 lors de l'affaire McDonald's ou encore pour le Forum social européen de Saint-Denis. On les retrouve également au sein de la CCOMC, coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC, qui regroupe notamment la FSU, le groupe des 10, des syndicats de la CGT, la Confédération paysanne, l'Observatoire de la mondialisation, Droit devant ! !, ou encore ATTAC.

La complexité de ces niveaux d'adhésion est renforcée par l'imbrication à la fois des différentes associations mais aussi des acteurs. Si la Confédération Paysanne est membre fondatrice d'ATTAC et adhérente au Réseau Sortir du nucléaire, certains responsables d'ATTAC exercent également des fonctions importantes au sein d'AC !, et ce au niveau national comme dans les collectifs locaux. Ce sont précisément ces acteurs multipositionnés et cette imbrication organisationnelle qui a facilité la jonction des luttes. Et l'acte de naissance de ce mouvement altermondialiste est certainement 1997 et la coordination contre l'AMI, l'accord multilatéral sur les investissements négocié à l'OCDE. Au sein de cette mobilisation hétéroclite, initiée par l'Observatoire de la mondialisation, on retrouve déjà toutes ces organisations. Ainsi lors de l'action contre le McDonald's de Millau existait-il déjà des relations avancées entre ces différents mouvements protestataires.

Ces mouvements se structurent également à un niveau international. Si Greenpeace et ATTAC sont par exemple présents dans de nombreux pays, c'est encore une fois la Confédération Paysanne qui en ce domaine est allée le plus loin, notamment par l'intermédiaire de la CPE, Coordination Paysanne Européenne, créée en 1986 et qui représente 22 organisations paysannes et rurales dans treize pays européens (UE et hors UE) et surtout de Via Campesina, mouvement international paysan qui compte plus de cinquante millions de membres dans une soixantaine de pays, de la Confédération Paysanne en France au MST brésilien (mouvement des sans-terre). Son porte-parole Rafael Alegria, du Honduras, défend l'idée selon laquelle seule une alliance des peuples autour des mouvements sociaux peut permettre d'établir un rapport de force favorable face aux institutions et aux multinationales. Là encore, les préoccupations ne sont pas seulement

agricoles : au thème de la réforme agraire s'ajoute celui de la réforme des règles du commerce mondial, à la question de la biodiversité et de l'agriculture paysanne soutenable se greffe le refus des OGM. Aussi ce combat internationaliste est-il souvent mis en avant par les militants du Larzac, dans le but de se prémunir des accusations de corporatisme et de repli national.

Un retour en arrière d'une trentaine d'années s'avère décisif pour bien comprendre que cette stratégie connexionniste n'est pas récente. Nombre de liens actuels, tant au niveau national qu'international, ont commencé à être noués dès les années soixante dix sur le Larzac, et déjà le combat contre l'extension du camp militaire avait été l'occasion de délocaliser les luttes pour tenter de les fédérer. Emblématique est à cet égard la jonction entre le Larzac et Lip, célébrée en 1973 au Rajal del Guorp, site du premier grand rassemblement sur le causse. Bernard Lambert, leader des paysans-travailleurs, qui en concrétise l'union : *"Un événement capital se passe dans ce pays, quelque chose qui vient de disparaître de l'histoire : jamais plus les paysans ne seront des Versaillais, jamais plus ils ne s'opposeront à ceux qui veulent changer la société. (...) C'est pourquoi nous sommes ici, pour fêter le mariage des Lip et du Larzac."* Exemple également le soutien réciproque entre le Larzac et Plogoff qui permet de déssectoriser une lutte qui, sans ces jonctions, aurait conservé un caractère strictement local et corporatiste. La présence des néo-paysans parmi les "pur porc", paysans autochtones, a été décisive dès le début de la lutte. Ils ont permis de mobiliser des soutiens plus diversifiés et de formuler le discours de la lutte en des termes audibles au-delà du monde paysan.

L'originalité de cette lutte est donc la synthèse réussie entre deux types de discours qui vont se rejoindre et se compléter : celui des "pur porc", produit du terroir et celui des nouveaux arrivants, produit du territoire. D'un côté les affectifs, de l'autre les politiques¹.

Le Larzac a également été actif au niveau international : parmi ses multiples actions hors du cadre national c'est assurément la Nouvelle-Calédonie ainsi que la Polynésie qui ont le plus structuré sa dimension internationale. Au cœur de ce réseau François Roux, actuel avocat de la Confédération paysanne et qui défendait alors les militants indépendantistes kanaks et les antinucléaires en Polynésie. Il est d'ailleurs toujours conseil des associations qui contestent les comptes-rendus de l'agence internationale de l'énergie atomique concluant à l'innocuité des essais et des matières radioactives résiduelles présentes à Mururoa et Fangataufa. Cet aspect transnational des luttes est le plus souvent mis en scène de façon symbolique, par exemple quand en 1988 une terre du Larzac est donnée au peuple kanak, terre sur laquelle Jean-Marie Tjibaou posera la première pierre d'une cazelle dont la construction se poursuivra après son assassinat. C'est encore cette globalisation des luttes que José Bové met en scène lorsqu'il fait en sorte que sa caution soit payée par des syndicalistes paysans américains alors qu'il était détenu dans l'affaire du McDonald's.

Le Larzac comme "point de passage obligé"² : la dimension matricielle de la lutte

La filiation semble profondément structurer les luttes actuelles, l'originalité résidant dans le fait que le Larzac ait réussi une bonne gestion de sortie de conflit qui lui a permis de rester actif jusqu'à maintenant et de se repositionner sur des thématiques certes le plus souvent en lien avec le monde paysan mais qui autorisent également une montée en généralité. Cette transition a été possible grâce à l'activité constante de structures créées dans les années 70 et 80 avec l'ambition de gérer la victoire tout en traduisant leur expérience contestataire localisée en un langage plus global. Six principales structures sont au cœur de cette transition :

¹ Alexander Alland résume cette complémentarité des discours en qualifiant les "pur-porc" d'affectifs et les néo-ruraux de politiques. (Alland, 1995)

² Comme le montre Michel Callon, la réussite d'une alliance dépend de la capacité d'un acteur à s'ériger en porte-parole légitime et à formuler un problème public de façon à "intéresser" ses associés. (Callon, 1986)

- la Fondation Larzac est une association créée en 1982 sur le principe du retour de solidarité : son objectif est de soutenir toutes luttes conformes à celle du Larzac, notamment autour de la revendication du droit à la terre et de la non-violence active, avec l'idée que ce qui a été possible de faire sur le Larzac peut être réalisé ailleurs. Aussi dans les années 80-90 des échanges sont organisés avec le Japon, la Polynésie, le Nicaragua, et aujourd'hui avec le Brésil, la Colombie, le Mexique ou encore la Palestine. Depuis 1999 et le démontage du McDonald's, la Fondation, devenue Larzac-Solidarités, soutient activement la Confédération Paysanne dans ses actions, par exemple contre les OGM, elle a été co-organisatrice du rassemblement de Millau en 2000 et participe régulièrement aux contre-sommets citoyens.
- Gardarem lo Larzac, dont le premier numéro date de juin 1975, est l'organe de presse du plateau. Outre de l'influence des milieux occitans au début de la lutte, son existence rend compte de deux éléments structurants du mouvement du Larzac. Créé avec le soutien financier du Canard Enchaîné (qui possède depuis à titre symbolique une mare sur le plateau), ce journal avait pour vocation de constituer une information alternative à celle des médias jugés complaisants avec le pouvoir en place. Cette question des médias alternatifs est d'ailleurs toujours aussi centrale en ce qui concerne la structuration des mouvements protestataires. Le deuxième objectif du journal était de faire le lien entre tous les comités Larzac et le plateau. Avec la victoire de 1981 et la dissolution de ces comités, Gardarem lo Larzac a réorienté sa ligne éditoriale vers les solidarités internationales, tout en continuant à fournir une information locale.
- La SCTL, société civile des terres du Larzac, entend répondre, à partir de 1985, au problème de la gestion des terres rétrocédées par l'Etat par une politique foncière novatrice : la gestion collective de l'utilisation du foncier. Par la signature d'un bail emphytéotique, la SCTL se voit transmettre la totalité des fonctions de propriétaire, excepté le droit de vendre. La SCTL assume donc toutes les charges, impôts, assurances, négociations avec les mairies, critères d'attribution et installation des fermiers.
- Les GFA, groupements fonciers agricoles, sont créés dans les années 70 pour concurrencer l'Etat dans le rachat de terres, notamment dans les zones stratégiques pour l'armée. Ce sont des associations financées par les ventes de parts aux sympathisants qui servent à acheter la terre ensuite louée aux agriculteurs.
- L'APAL, association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac, voit le jour en 1973 pour recueillir et gérer les dons et la collecte du refus des 3% d'impôts, estimation de la part correspondant au budget de la défense nationale. C'est donc un acte de désobéissance civile qui finance le soutien juridique qu'elle apporte aux militants inculpés ainsi que diverses opérations comme la réfection de routes par exemple, la plus célèbre de ces actions étant la construction de la bergerie "illégal" de la Blaquièrre. Outil de combat dans les années 70, elle devient dans les années 80 un outil de développement et se rebaptise Association Pour l'Aménagement du Larzac. Elle intervient dans le domaine économique avec la création de la SCTL et de nouveaux GFA et dans le secteur culturel avec l'écomusée du Larzac. Aujourd'hui l'APAL a décidé de recentrer son activité sur l'animation et la promotion de projets novateurs sur le plateau. Elle gère également La Jasse, vitrine du Larzac touristique et militant.
- Le CUN, institut de formation à l'approche constructive des conflits, est fondé par des objecteurs de conscience en 1975, parmi lesquels Christian Roqueirol, futur co-inculpé de Millau. Il témoigne de l'influence des courants non-violents sur la lutte du Larzac, et en particulier de Lanza del Vasto, leader de la communauté de l'Arche et disciple de Gandhi.

Aussi durant ces trente dernières années le Larzac a-t-il vu passer tout ce que la France compte de protestataires (on ne compte plus le nombre d'universités d'été ou de rencontres d' "orgas" comme DAL, AC ! ou encore le réseau No Pasaran ! qui ont eu lieu sur le plateau), sans oublier les militants indépendantistes kurdes ou des paysans brésiliens et japonais.

On trouve ainsi déjà les prémisses d'un militantisme à la fois protestataire et expert, c'est à dire mobilisant aussi bien des compétences de mise en scène et de sens du spectaculaire que des ressources davantage liées à une expertise radicale ou alternative, notamment en matière juridique. Un autre élément important de cette transition est sans conteste l'action de la Confédération Paysanne.

1.2. L'importance structurante de la forme organisationnelle : la Confédération Paysanne.

L'émergence même de la Confédération Paysanne ainsi que son mode d'organisation analysent cette stratégie connexionniste propre au mouvement du Larzac. Créée en 1987, la Confédération Paysanne concrétise la fusion d'un courant dissident de la FNSEA, la Fédération Nationale des syndicats paysans, et de l'association nationale des paysans-travailleurs de Bernard Lambert, qui a rompu avec le FNJA en 1974. Cette création remet en cause le mythe de l'unité paysanne défendu par la FNSEA dans la mesure où les liens privilégiés que ses militants entretiennent avec les syndicats ouvriers et les partis de gauche tranchent avec une conception corporatiste du syndicalisme agricole. Cette stratégie de distinction d'avec la FNSEA est déterminante dans l'adoption par la Confédération Paysanne de modes d'action qui relèvent plus d'une importation du répertoire d'action du syndicalisme ouvrier que paysan. Pour se faire entendre, la Confédération paysanne a adopté depuis sa création des modes d'action originaux et spectaculaires. Ils font aujourd'hui l'objet d'un débat interne. D'un côté ceux pour qui les actions essentiellement spectaculaires voire violentes n'ont plus de raison d'être aujourd'hui que leur syndicat est reconnu. De l'autre les tenants de l'orientation médiatique et spectaculaire qui jugent ce type d'actions indispensable pour lutter contre les effets d'institutionnalisation.

Cette orientation protestataire (Bernard Lambert a écrit en 1970 *les paysans dans la lutte des classes*) a permis à la Confédération Paysanne de s'épanouir dans le creuset politique et social qu'était le Larzac. Cette relation particulière, fondatrice, entre le Larzac et la Confédération Paysanne a garanti aux militants syndicaux du plateau une réelle autonomie au sein même de la Confédération Paysanne. Cette souplesse organisationnelle permet un haut degré de réactivité, comme cela a été le cas lors de l'action contre le McDonald's : le contexte médiatique a bien été exploité (les médias manquent souvent d'actualité en août) et les soutiens rapidement mobilisés, en France comme à l'étranger. Cette faible centralisation analyse aussi le discours critique de la *Conf* à l'encontre des syndicats traditionnels jugés trop hiérarchisés, corporatistes et cloisonnés. A ce fonctionnement sectoriel la Confédération Paysanne oppose une stratégie d'alliance avec les "sans" (DAL, AC !, DD !!, sans papiers), Greenpeace ou les mouvements antinucléaires. Elle a notamment assuré la logistique des premières marches européennes contre le chômage d'AC !, elle fait partie du *Réseau Sortir du nucléaire* et quelques-uns de ses militants dont José Bové ont participé avec Greenpeace en 1995 à des actions antinucléaires en Polynésie française. Primo-arrivants dans les milieux contestataires ou militants en rupture avec des organisations syndicales et politiques, les acteurs qui s'engagent dans l'action protestataire refusent ce qu'ils jugent être les dérives centralistes et corporatistes de ces structures traditionnelles et cherchent à adhérer à *"des formes souples, flexibles, faisant appel à des événements précis définis comme autant de projets. (...) A ceux qui prêtent la main à ces événements n'est pas demandé une adhésion totale sous tous les*

rapports, mais seulement un accord ponctuel sur la validité de l'action menée. Ces mouvements revendiquent en effet, contre le travail d'homogénéisation idéologique des organisations traditionnelles, dénoncé comme totalitaire, le respect de l'hétérogénéité et de la pluralité des modes et des motifs d'engagement (...). A la question de l'appartenance se substitue celle de l'action en commun qui ne se pose elle-même que de façon circonstancielle, située dans des occasions bien définies." (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 434) Ainsi la socialisation des militants se fait dans l'action³, et l'action collective permet de définir des points de focalisation qui favorisent, par delà l'hétérogénéité des membres, un minimum d'unité.

Les militants du Larzac ont donc trouvé dans la Confédération Paysanne une structure leur permettant d'agir localement tout en tenant un discours global ; la Confédération Paysanne constitue ainsi un continuum entre une forme syndicale conventionnelle et un aspect plus mouvementiste, qui fonde une partie de son action sur l'alliance avec des organisations porteuses de revendications multiples. Le développement d'Internet et son utilisation par les mouvements contestataires joue un grand rôle dans ce que nous avons défini comme un continuum. Les listes de diffusion et les inscriptions qui permettent de recevoir les courriers internes des organisations autorise quiconque à se tenir informé de l'actualité de ces groupes, de ses actions ainsi que des documents mis à sa disposition. La souplesse (gratuité, absence d'encartage, anonymat) de ce type de mise en relation diminue la coupure entre le dedans et le dehors, entre les militants actifs et les simples sympathisants. Comme le note Isabelle Sommier, Internet agit à un double niveau : *"A un niveau immédiat, il a favorisé la mobilisation par ses atouts techniques de communication et de propagandes extrêmement puissants. Mais c'est peut-être en amont que sa contribution a été la plus déterminante pour faciliter la coopération entre participants, dans la mesure où on peut faire l'hypothèse que l'instrument induit une ouverture majeure des organisations sur l'extérieur. L'accès au site, et parfois même aux groupes de discussion, n'est pas réservé aux seuls adhérents. Des liens vers les associations proches sont souvent proposés aux surfeurs, aménageant ainsi des passerelles entre elles. La coupure entre le groupe et l'extérieur s'en trouve amoindrie et la coopération entre militants, banalisée."* (Sommier, 2001, p. 74) Les liens hypertextes sur les sites de ces mouvements protestataires (Confédération Paysanne, ATTAC, DAL !, etc.) permettent d'ailleurs, tant pour le militant que pour le chercheur, une bonne visibilité des connexions qui existent au sein de ce réseau protestataire.

Aussi les militants du Larzac comme José Bové sont-ils en mesure de mobiliser des soutiens dans une double direction, à la fois vers les réseaux hérités de la lutte des années 70 ainsi que parmi les organisations sympathisantes de la Confédération Paysanne. Et si ces acteurs hétérogènes parviennent à s'entendre, c'est qu'ils se retrouvent sur des thématiques fédératrices.

1.3. Une rhétorique fédératrice et globalisante

La montée en généralité est également rendue possible par l'adoption par les militants protestataires d'un registre discursif mis en mots par René Dubos sous les termes *"penser globalement, agir localement"*. Toute la stratégie d'action dans la campagne contre la malbouffe notamment repose sur cette articulation entre le niveau local et le niveau global. Comme l'explique François Dufour, l'un des fondateurs de la Confédération Paysanne, *"les actions doivent être menées au niveau local mais avec la conscience permanente que ce sont les questions globales qui traversent chaque problème."* (Dufour, 2003) C'est en tant que paysans que nous ressentons les conséquences localisées de la mondialisation

³ Sophie Maurer parle de "politisation secondaire" pour qualifier cette socialisation des novices au cours de la mobilisation. (Maurer, 2001, p. 83)

libérale, donc nous ne pouvons penser notre condition ni lutter pour l'améliorer sans prendre en considération le niveau supranational. Cet aspect global n'est pas seulement territorial mais aussi temporel : c'est en tant que citoyen que nous devons nous inquiéter des conséquences à long terme des innovations technologiques comme les OGM. Voilà en substance la rhétorique "glocale" du Larzac. Cette rhétorique globalisante met en mots deux éléments stratégiques importants de la montée en généralité : d'abord un enracinement des luttes globales dans des pratiques locales, pratiques qui, et c'est le deuxième point, ne peuvent être à ce titre taxées de corporatistes.

Cancon, "village global"

Lorsqu'en septembre 2003 José Bové se voit interdire, dans le cadre de son régime de semi-liberté, de quitter le territoire national pour se rendre à Cancun au Mexique, le choix de monter une journée d'action à Cancon dans le Lot-et-Garonne témoigne précisément de ce type de rhétorique globalisante. A la tribune du meeting, les responsables de la Confédération Paysanne, d'ATTAC, de Greenpeace et du Groupe des 10 s'emploient à mettre en lumière les conséquences localisées de la mondialisation libérale sur les territoires comme Cancon. Ce type d'action est emblématique de la tentative de traduction de ce que l'on appelle parfois le phénomène de glocalisation, c'est à dire de l'inscription spatiale de phénomènes socio-économiques globaux. Cette volonté nécessite toutefois que ces pratiques ne puissent être (dis)qualifiées d'égoïstes, c'est à dire qu'elles répondent à une exigence de désingularisation. La controverse provoquée par le projet d'implantation d'éoliennes sur le plateau du Larzac, dans le cadre du programme "Eole 2005" prévoyant d'implanter un millier d'éoliennes en France, clarifie par contraste l'importance de la réfutation de l'effet NIMBY dans la réception publique d'une cause.⁴ Portée par Jean-Paul Delaitte, porte-parole départemental des Verts, président de l'association "Bon vent" qui s'oppose au projet mais surtout ancien de la lutte des années 70, toujours impliqué dans le mouvement du Larzac (il était un des dix co-inculpés de Millau), la lutte contre l'implantation des éoliennes sur le plateau a beaucoup de mal à être audible notamment parmi les militants du Larzac. Les arguments mobilisés par les opposants procèdent en effet d'une rhétorique du proche et de l'esthétique, qui sous-entend le corollaire du syndrome NIMBY : *pas près de chez moi, mais partout ailleurs*. C'est précisément le sens des déclarations des opposants, que ce soit Jean-Paul Delaitte : *"Sur l'emplacement prévu, on voit au nord l'Aubrac, à l'ouest les monts de Lacaune, à l'est les Cévennes et le mont Aigoual. C'est un paysage un peu exceptionnel. Un endroit fragile, lieu d'habitation et de passage d'oiseaux. Il s'agit enfin d'un des plus grands sites archéologiques du néolithique. Pourquoi ne pas regrouper plutôt les éoliennes sur des sites industriels ?"*⁵ ou Gérard Galtier, autre militant écologiste aujourd'hui décédé : *"Cette façon d'implanter les installations gênantes pose un problème de démocratie. Qu'une majorité impose à une minorité des dispositions qui s'appliquent à tous, c'est le fonctionnement normal d'une démocratie. Mais quand une majorité impose à une minorité des mesures qui ne concernent que la minorité, cela devient très discutable. Ainsi, puisque la demande d'électricité est essentiellement urbaine, implantons des éoliennes essentiellement en zone urbaine. Eole Technologie a des projets à La Hague et à Fos sur Mer, c'est très bien. Ces sites ont été complètement dégradés par des activités industrielles, les éoliennes en plus de l'énergie produite pourront même les réhabiliter esthétiquement. Celles installées à Dunkerque par la Région Nord Pas-de-Calais ont permis d'embellir et de paysager une friche industrielle. Les côtes méditerranéennes, en partie bétonnées, pourraient également voir s'ériger de nombreux aérogénérateurs sans porter atteinte au*

⁴ Voir à ce sujet D. Trom, 1999.

⁵ Entretien à *Libération*, samedi 23 et dimanche 24 juin 2001, p. 37.

paysage, puisque celui-ci est déjà bien malade."⁶ Ici la mobilisation d'un registre discursif à dominante spatiale n'autorise pas de décorporatiser le problème pour en faire une cause plus large, dans la mesure où ceux qui portent cette revendication sont eux-mêmes des militants antinucléaires favorables *en principe* à l'énergie éolienne.

Déjà lors de la lutte du Larzac des années 70 il était question de réfuter les critiques visant à faire de l'engagement contre l'armée un combat d'arrière garde corporatiste. Des témoignages évoquent cette préoccupation : "*Et nous proclamons qu'il n'est pas question de refuser l'extension militaire ici pour accepter son implantation ailleurs, plus au sud du plateau comme on le murmure déjà, ou dans un autre coin du pays.*"⁷

Le discours de la Confédération Paysanne sur les OGM a permis à de nombreux mouvements protestataires de se retrouver sur ce combat. En effet, fidèle à sa posture qui entend dépasser une problématique strictement paysanne, les pourfendeurs de la malbouffe ont orienté leur attaque contre les OGM selon quatre axes, qui sont autant de chances d'élargir l'auditoire :

- politique, avec la demande de prise en compte de l'incertitude et du "principe responsabilité"⁸ dans la prise de décision, lutte contre la surproduction et meilleure répartition des subventions afin de garantir la survie d'une agriculture paysanne
- économique, en ce qui concerne le rôle des multinationales dans la commercialisation des semences transgéniques et les problèmes de dépendance que cela risque d'engendrer, notamment pour les paysans des pays en développement
- écologique, en particulier les risques pour l'environnement ainsi que les risques alimentaires
- une dernière entrée plus originale qui interroge la nécessité même des PGM, aussi bien au niveau nutritif qu'en ce qui concerne l'amélioration des rendements. Dans ce premier cas, l'interrogation porte sur l'efficacité, dans le second sur la nécessité. Cette dernière approche, qui correspond à la critique antinucléaire consistant à mettre en cause la production trop élevée d'électricité par rapport aux besoins, et rapidement dis-qualifiée comme rétrograde et obscurantistes par leurs adversaires, met en exergue une des composantes du discours de ces mouvements protestataires, à savoir une dimension critique envers "l'illusion technique".

Aussi cette lutte à entrées multiples a-t-elle favorisé la constitution des collectifs anti-OGM regroupant des militants de la Confédération Paysanne, d'ATTAC, de DAL, d'AC ! ou encore de Greenpeace. En procédant à la fois par "*frame extension*" et par "*frame bridging*" (Snow, 1986, pp. 464-481), la Conf a impliqué de multiples acteurs autour d'une même cause, celle des OGM, tout en enrichissant les revendications des luttes portées par les autres mouvements.

Il est important de noter que si ces thématiques permettent à des organisations hétérogènes de s'accorder au minimum, c'est principalement dans l'action que sont surmontées les divergences. Par ces pratiques discursives mobilisant une double compétence activiste et experte l'adhésion d'un auditoire élargi est possible.

2. Répertoire d'actions mobilisatrices : l'hybridation des registres activiste et expert

⁶ Gérard Galtier, "*Les paysans du Larzac menacés par des champs d'éoliennes*", in *Combat nature* n°126, août 1999.

⁷ *La lutte du Larzac 1971-1981*, Casette vidéo de l'APAL distribuée par Gardarem lo Larzac, Potensac, 2000.

⁸ Voir sur ce sujet Jonas (H.), *Le principe responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion, 1998.

Si la constitution d'un problème public passe nécessairement par la mobilisation d'alliés et de soutiens, elle passe également par une stratégie de reconnaissance de cette cause comme juste et légitime. Dans ce "**parcours de la reconnaissance**", il s'agit déjà de *naître*, c'est à dire de faire émerger une cause, pour ensuite la faire *connaître*, et là le rôle des médias est déterminant et même structure en partie l'action protestataire, et enfin reconnaître cette cause comme légitime, notamment par la mobilisation des ressources de l'expertise.

2.1. Le McDonald's de Millau : un événement situé aux temporalités multiples

L'affaire du McDonald's de Millau est emblématique du répertoire des mouvements protestataires à référence territoriale. Le démontage du fast-food condense cinq moments importants dans la constitution de l'événement et de la cause de la malbouffe :

- Au niveau géographique et en ce qui concerne les modes d'actions, cet événement prend ses racines dans le Larzac des années 1970. (Les dix co-inculpés de Millau luttèrent déjà contre le camp militaire.)
- Les modalités de l'action témoignent d'une analyse préalable du contexte qui fait du démontage du McDonald's une action située, c'est à dire qui prend en compte les différents paramètres, notamment économiques, et qui est initiée par des acteurs insérés dans un territoire. Le choix de la cible analyse également le processus de dénonciation qui tend à opérer un passage de la scène du proche, le fast-food, à une scène plus globale, celle des institutions financières internationales. A ce titre on peut qualifier le McDonald's de cible intermédiaire dans la mesure où elle désigne en dernière instance un ennemi global.
- Le démontage en lui-même est le temps de la "scandalisation". (Offerlé, 1994, p. 125) Il consiste à poser un acte fort, provocant, afin de faire passer un message. En ce sens la stratégie médiatique des mouvements engagés contre la malbouffe est capitale mais ambiguë dans la mesure où parfois le message et le médium se confondent. Sur les fauchages de champs d'OGM par exemple on peut reprendre à notre compte le propos de Michel Offerlé pour qui *"certaines actions sont à elles-mêmes leur propre fin et semblent renvoyer à des répertoires plus anciens où la suppression du grief passait par l'élimination immédiate de sa cause (...) : mais ces actions directes (destruction de denrées par exemple) sont bien souvent, comme toutes les actions qui transgressent le seuil de la légalité ou plutôt de la légalité construite par et pour chaque catégorie d'agents, destinées à produire par ricochet la mobilisation des journalistes et recourent à la violence de façon relativement calculée et stratégique"* (Offerlé, p. 126)
- Le temps de la justice et en particulier le procès de Millau de juin 2000 pointe une autre dimension de l'action protestataire sur laquelle on va revenir : l'instrumentalisation des procès en instances de désingularisation. Il met également en exergue une autre dimension de l'action médiatique : dans leurs relations aux médias, les mouvements protestataires ont intégré les contraintes du champ journalistique dans leurs actions, ce qui leur permet de maximiser les possibilités de se faire entendre en accédant à la tribune médiatique. A ce titre la photographie de José Bové menotté et levant les bras témoigne d'une parfaite maîtrise de la scénographie des actions et du respect des formats journalistiques.
- Le rassemblement de Millau 2000 constitue enfin un marqueur spatio-temporel important, dont le contre-sommet de Seattle en avait été le prélude. Le roquefort brandit devant les journalistes américains exportait de manière durable la problématique de la malbouffe au-delà du Larzac.

⁹ Titre d'une conférence de Paul Ricoeur donnée à l'université de Bordeaux-III le 06-02-2001. .

Constitution d'un site exemplaire de la contestation

Ces rassemblements festifs et militants rythment un calendrier contestataire tout en renouant avec une pratique héritée des années 70 notamment sur le Larzac. "*Il n'y a pas d'histoire sans dates*", note Levi-Strauss, et le Larzac l'a bien compris : premier grand rassemblement sur le plateau en 1973, célébré en 1983 lors d'une fête antinucléaire ("Pour le gel du nucléaire, tous au Larzac") puis en 2003. A chaque fois, débats et forums alternent avec des pratiques festives, et là encore le Larzac a valeur matricielle : on célèbre la victoire obtenue et donc l'affirmation collective de la possibilité d'une nouvelle victoire (contre l'AMI, contre le nucléaire, contre la mondialisation libérale). Ce calendrier contestataire participe de la constitution d'un site exemplaire de la protestation, site dans sa double acception matérielle, géographique, et rhétorique, comme condensé d'argumentation. Tout se passe comme si le Larzac mettait à disposition de ses militants non seulement une expérience, un stock de compétences disponibles mais aussi une ressource de légitimité. Ce site est le dépositaire de la cause de la malbouffe dans la mesure où ses acteurs, dans le cadre d'une mobilisation réussie, ont imposé leur cadre d'analyse, leur vision du monde. On pense au concept de *ownership* développé par Gusfield qui le définit comme "*the ability to create and influence the public definition of a problem. (...) It indicates the power to define and describe the problem.*" (Gusfield, 1986, p. 10) Le Larzac est donc un site performatif dans le sens où, pour reprendre les termes d'Austin, il montre une réelle force illocutoire, comme en témoigne le procédé métonymique visant à faire de l'entité géographique le mouvement lui-même. Le lieu est ainsi la principale condition de l'efficacité des pratiques discursives qui visent à faire mouvement. L'entame des discours de José Bové est à cet égard riche d'enseignement : quel que soit le sujet d'intervention, c'est "*en tant que paysan*" qu'il prend la parole et qu'il la légitime. L'utilisation des tracteurs lors des manifestations analyse également ce type d'auto-justification. Le Larzac trouve donc une partie de sa légitimité par la mobilisation de références cognitives attachées au lieu, et également à la profession des acteurs. Dès lors que le discours s'éloigne du domaine de compétences de l'auteur, celui-ci devient moins audible. C'est le cas par exemple des prises de position de José Bové sur la Palestine qui, loin de créer de la mobilisation, lui valurent de violentes critiques. Cet "*abus de procédure*", comme aurait dit Austin, rapproche l'activiste du Larzac de l'intellectuel spécifique de Foucault¹⁰ : c'est à partir d'une place autorisante conférée notamment par l'activité professionnelle que le militant est fondé à intervenir. Tout comme l'intellectuel spécifique les pratiques discursives du mouvement du Larzac articulent une pratique locale spécifique et un engagement politique.

Ces pratiques discursives situées constituent donc un premier gage de légitimité, le second relevant davantage d'une mise en avant des ressources de l'expertise.

2.2. Bové et Pareto

Une des principales préoccupations du Larzac est en effet d'éviter les critiques parétiennes de non rationalité. Pour cela, si les modes d'action restent contestataires, ils n'en mobilisent pas moins le registre plus spécifique de l'expertise. Plutôt que de parler de contre-expertise nous préférons parler, avec Robert Castel, d'"expertise instituante" (Castel, 1985) dans la mesure où même si elle est essentiellement réactive, elle entend devenir une forme d'engagement en tant que telle basée sur la mise en œuvre d'un savoir-faire spécifique. Cette démarche d'éducation populaire tournée vers l'action dont se réclame le Larzac se cristallise

¹⁰ Les discours de Bové lors de ses sorties de prison sur les conditions de détention, si elles se réfèrent indirectement à Foucault, analysent par contraste cette particularité de l'intellectuel spécifique. Déconnecté de la sphère autorisante propre au Larzac, ce type de discours s'avère peu mobilisateur par rapport à une intervention située.

notamment dans la publication de textes destinés au grand public qui visent à fournir une information détaillée sur l'OMC ou la politique agricole¹¹. Savoir pour dénoncer, c'est le propre d'une expertise d'intervention, qualifiée par les mouvements altermondialistes de "*test de Dracula*" : tout comme le vampire, l'OMC ne peut vivre que dans l'ombre. Une fois que tout le monde aura conscience de son illégitimité, la victoire sera possible.

Ces ressources de l'expertise sont à la fois tournées vers l'intérieur et vers l'extérieur. La pratique du contre-sommet est typique de cette double orientation. Elle relève d'une part d'une démarche d'éducation populaire et d'auto-formation dirigée vers ses membres, comme en témoigne le nombre considérable de débats lors des rassemblements sur le Larzac, à Porto Alegre ou lors du FSE de Florence, et d'autre part elle s'inscrit dans une stratégie de mise en visibilité et de crédibilisation des alternatives. A propos de ces pratiques, Offerlé remarque : "*organiser un colloque, faire une tribune, remplir une salle, c'est montrer comme organisation sa capacité à intéresser un public techniquement compétent sur la question, c'est aussi tenter d'imposer un thème, une thématique, comme digne d'intérêt.*" (Offerlé, pp. 124-125)

Chaque événement, comme la conférence de Montpellier sur la négociation du protocole sur la biosécurité en 2000, le sommet mondial de l'alimentation sous l'égide de la FAO en 2002 ou encore le sommet de la terre à Johannesburg est l'occasion de faire entendre ce type de discours lors de forums parallèles.

Là encore on retrouve ce que Sylvie Ollitrault désigne par "*militantisme de dossier*" (Ollitrault, 1996) dans la lutte du Larzac des années 70 : par exemple en 1975 quand un groupe de paysans se rend à la préfecture de Millau pour brûler les dossiers de l'enquête d'utilité publique, ou en 1976 lorsque 22 paysans entrent dans le camp militaire cachés dans une bétailière et détruisent près de 500 dossiers de ventes à l'amiable, ou encore en 1992 quand huit agriculteurs de la Confédération Paysanne passent au tribunal de Rodez suite à une action dans les locaux de la SICA Centre-Sud, soupçonnée d'importer illégalement de la viande des pays de l'Est, cette action ayant pour objectif de consulter les documents qui pourraient prouver la fraude.

Ces pratiques questionnent également le processus d'expertise. Sur le sujet des OGM, au-delà même de la question de leur nocivité et des problèmes de dépendances économiques que leur commercialisation est supposée engendrer, c'est la question même de l'expertise qui fait débat. Les militants reprochent à l'expertise scientifique son opacité, par laquelle les citoyens sont évincés du débat, et sa non prise en compte d'un temps long susceptible d'intégrer le principe de doute propres à ce type de question. Comme le note Bernard Kalaora, "*l'acte d'expertise n'est plus seulement fondé sur la validité de la connaissance, la caution scientifique qu'il confère à la décision, mais sur sa capacité à intégrer les incertitudes et à scénariser un avenir incertain.*" (Kalaora, 1994)

Un autre type d'expertise, orienté vers le droit, met en exergue de manière exemplaire les différentes ressources que constitue l'expertise pour les mouvements protestataires¹². Cet activisme juridique vise à transformer les tribunaux en caisse de résonance lors des procès contre les militants. Le procès de Millau de juin 2000 est caractéristique de ce type de pratique visant à détourner une procédure classique

¹¹ Voir les parutions aux éditions Mille et une nuits *Changeons de politique agricole* par la Confédération Paysanne, ou encore *Remettre l'OMC à sa place* par ATTAC.

¹² Sur le rapport entre engagement militant et expertise juridique, voir notamment les revues *Politix* n°62/2003, *La cause du droit*, et *Mouvements* n° 29, 2003. Voir également Commaille (J.), Dumoulin (L.), Robert (C.), dir., *La juridicisation dupolitique. Leçons scientifiques*, Paris, LGDJ, 2000.

comme celle du procès en tribune et ainsi à élargir l'audience.¹³ Une des stratégies utilisées consiste à faire venir en qualité de témoin des experts engagés auprès du Larzac. Ainsi lors du procès du McDonald's dix sept personnes sont intervenues pour tenter de justifier l'action et surtout pour la désingulariser en faisant le procès de l'OMC. Parmi elles quelques figures du mouvement comme Vandana Shiva, Lori Wallach, juriste américaine, Rafael Alegria, paysan du Honduras et responsable de VC, Susan George, présidente de l'observatoire de la mondialisation, vice-présidente d'ATTAC et membre de la coordination citoyenne contre l'OMC (CCOMC).

De la même manière un des objectifs des actions d'arrachage des champs de plantes transgéniques, au-delà de constituer un visuel important pour l'opinion par l'intermédiaire de la télévision, est de transformer le procès des contrevenants en procès contre les OGM.

Précisons enfin que les procès sont toujours accompagnés d'une mise en scène à l'extérieur du tribunal, que ce soit l'installation d'une cage à syndicalistes installée devant le palais de justice de Millau en février 2002, à l'occasion du rejet du pourvoi en cassation dans l'affaire du McDonald's de Millau, rendant exécutoire la condamnation à trois mois d'emprisonnement, ou l'arrivée en tracteurs au tribunal de Millau des co-inculpés en juin 2000.

Lors des procès les inculpés en profitent pour développer leur thématique justificatrice. Le 30 juin 2000, lors de la première journée d'audience du tribunal de Millau, José Bové déclarait : *"Lors de la guerre d'indépendance en Inde, Gandhi et les nationalistes ont pillé un dépôt de sel colonial. Ils ont payé de dix ans de prison cet acte. Aujourd'hui, on considère que c'était une action non violente."* C'est donc dans une optique de désobéissance civile que les arrachages d'OGM ou le démontage du McDonald's ont été entrepris. Ce type d'action a encore une fois une longue histoire sur le plateau du Larzac. Que l'on pense aux objecteurs de conscience organisés collectivement au sein du CUN du Larzac, au renvoi des papiers militaires, au refus de payer la part des impôts correspondants au budget militaire, ou encore aux constructions de bâtiments illégaux pour faire obstacle au rachat des terres par l'armée, ces actions se distinguent de l'acte délinquant. D'une part les exigences de publicité et de justification sont systématiquement rappelées lors de la préparation des actions : agir à visage découvert est la première exigence de la désobéissance civile, la deuxième étant l'acceptation des éventuelles conséquences pénales. L'acte désobéissant doit en outre être non-violent et collectif.¹⁴

L'usage de la référence juridique est donc utilisé comme un répertoire de légitimation. Les modes d'action qui en appelle à la désobéissance civile illustrent ce double rapport au droit, à la fois répressif dans la mesure où les auteurs de ces actions sont parfois condamnés, mais qui constituent également une opportunité de montée en généralité et de mise en visibilité des stratégies de légitimation. Les procès constituent donc des moments de désingularisation et de transformation d'une cause localisée en problème public.

¹³ François Roux, avocat de la Confédération Paysanne, qualifie cette pratique d'aïkido syndical, dans la mesure où elle cherche à déstabiliser l'adversaire en se servant de ses propres armes. Une fois encore, on ne saurait parler à l'égard de ce mode d'action de nouveauté : en 1971 déjà Saul Alinsky parlait de "ju-jitsu politique de masse" dans son Manuel de l'animateur social.

¹⁴ On retrouve cette double exigence dans l'action de Lanza Del Vasto qui, dès 1972, entreprit un jeûne pour protester contre le projet d'extension du camp, en tentant d'impliquer les paysans du Larzac. Paradoxalement le caractère collectif de la désobéissance distingue l'action du mouvement du Larzac de celle de Thoreau, pourtant considéré comme la principale référence de la désobéissance civile ; en effet son refus de payer l'impôt est un acte purement individuel, et donc quelque part moins politique.

Conclusion

"Rappelez-vous bien ceci : une fois que vous aurez réussi à organiser des gens sur un problème aussi banal que la pollution, alors c'est un peuple qui sera en marche. Car de la pollution de l'air à celle de la politique du Pentagone, il n'y a qu'un pas, vite franchi. (...) De toutes les pollutions qui nous entourent, aucune ne peut se comparer à la pollution politique du Pentagone." (Alinsky, P. 62 et 237) Cette citation illustre, pour reprendre le titre d'un ouvrage de Daniel Ben Saïd, *"la discordance des temps"* propre aux mouvements protestataires. Deux temporalités distinctes façonnent leur activité : un temps court, constitué par les opportunités d'action et par les contraintes qui pèsent sur la prise de décision. C'est le temps du pragmatisme, où les visées idéales sont relayées au second plan pour laisser la place à des objectifs envisageables, accessibles. Le temps long, quant à lui, s'avère plus radical dans ses objectifs. Une des solutions élaborées par le mouvement du Larzac pour concilier ces deux temps, ou plutôt pour les articuler, est la recherche de cibles intermédiaires qui donnent prise à une action tout en autorisant, à certaines conditions, une montée en généralité. Ces cibles peuvent être globales ou locales. Ce sont elles qui permettent de dépasser l'opposition entre le court et le long terme. Comme l'indique Ben Saïd, *"le sens des mots d'ordre dépend de leur valeur mobilisatrice en rapport avec une situation concrète et de leur valeur éducative pour ceux qui entrent en lutte."* En terme d'efficacité, la *"problématique des mots d'ordre transitoires"* joue un rôle plus moteur que le *"fétichisme du grand soir"*. (Ben Saïd, 2002, p. 17)

Cependant ces cibles intermédiaires ou transitoires ne sont pas toujours acceptées par tous les mouvements protestataires, ou par les membres d'une même organisation, si bien que la discordance des temps provoque des tensions entre les acteurs, et ces tensions analysent en retour le degré de radicalité tel qu'il est perçu par les militants ainsi que le rapport à l'institutionnalisation des mouvements protestataires.¹⁵

¹⁵ La controverse entre René Riesel, ancien secrétaire général de la Confédération Paysanne et José Bové est à ce titre exemplaire des divergences de vue sur la stratégie médiatique du mouvement du Larzac qui vise davantage, selon Riesel, à créer du consensus qu'à changer les choses en profondeur, notamment en ce qui concerne les OGM.

Références bibliographiques

- Alinsky S., 1976, *Manuel de l'animateur social. Une action directe non violente*, Paris, Seuil.
- Alland A., 1995, *Le Larzac et après... Etude d'un mouvement social innovateur*, Paris, L'Harmattan.
- Austin J. L., 1991, *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil.
- Ben Saïd D., 2002, *Les trotskysmes*, Paris, Que sais-je, PUF.
- Boltanski L., Chiapello E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Callon M., 1986, "Eléments pour une sociologie de la traduction", *L'année sociologique*, n°36, pp. 169-205.
- Castel R., 1985, "L'expert mandaté et l'expert instituant" dans CRESAL, *Situations d'expertise et socialisation des savoirs*, Saint-Etienne.
- Dufour F., (entretien avec) "La dimension originale et le rôle de Via Campesina", *Mouvements*, janvier-février 2003.
- Foucault M., 1994, *Dits et écrits* tome III, Paris, Gallimard, pp. 154-160.
- Gusfield J. R., 1981, *The Culture of Public Problems : Drinkinf-Driving and the Symbolic Order*, The University of Chicago Press.
- Honneth A., 2000, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.
- Kalaora B., "Global expert : la religion des mots", *Ethnologie française*, Paris, XXIX, 1994-4.
- Levi-Strauss C., 1962, *La pensée sauvage*, Paris, Plon.
- Maurer S., 2001, *Les chômeurs en action. Mobilisation collective et ressources compensatoires*, L'Harmattan, Paris.
- Offerlé M., 1994, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, Paris.
- Ollitrault S., 1996, "Science et militantisme, les transformations d'un échange circulaire", *Politix*, n°36, pp. 141-142.
- Ricoeur P., 1983, *Temps et récit*, Paris, Seuil.
- Snow D. A., Rochford B., Worden S., Benford R., "Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation", in *American Sociological Review*, 51, 1986.
- Sommier I., 2001, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, Paris.
- Trom D., 1999, "De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative", *Revue française de science politique* vol. 49 n°1, pp. 31-50.